

BON DE COMMANDE

A adresser aux Editions Johanet
60 rue du Dessous des Berges 75013 PARIS
Tel. 01 44 84 78 78 | Fax. +33 (0)1 42 40 26 46
Mail : livre@editions-johanet.com
Site : www.editions-johanet.com

NOM : _____

PRENOM : _____

FONCTION : _____

SOCIETE : _____

ADRESSE : _____

VILLE : _____

CODE POSTAL : _____ PAYS : _____

TEL : _____

MAIL : _____

Veuillez m'adresser ____ exemplaire(s) de « Mise en œuvre du droit humain à l'eau potable» au prix de 28€TTC(26,54€HT)

- Ci-joint mon règlement par chèque
- Je règle à la réception de l'ouvrage et de la facture

Date :

Signature :

Commandez en ligne sur :



ISBN
979-10-91089-55-5

MISE EN ŒUVRE DU DROIT HUMAIN À l'eau potable

Quels enjeux
en France
et dans le monde ?

Collectif
Sous la direction d'André Viola

TABLE DES MATIÈRES

- ◊ La reconnaissance du droit à l'eau potable et les défis majeurs en France et dans le monde
- ◊ Lien entre le Droit Humain à l'Eau Potable (D.H.E.P.) et l'Objectif de Développement Durable n°6
- ◊ Les fondements juridiques du droit humain à l'eau potable : opportunités et conditions d'applicabilité
- ◊ De la transposition de la directive eau potable à la reconnaissance du droit à l'accès à l'eau potable pour tous en France
- ◊ Garantir l'accessibilité à l'eau potable pour les plus vulnérables
- ◊ Le droit à l'eau et à l'assainissement en France: quelle intégration et quelle effectivité pour les populations?
- ◊ Situations de précarité en eau en France et accompagnement des collectivités
- ◊ Le développement d'installations sanitaires publiques par les collectivités: le cas des douches municipales
- ◊ Que peuvent les collectivités ?
- ◊ Les défis de l'accès à l'eau potable dans les territoires dits d'Outre-mer: une tentative d'introduction
- ◊ Une réponse nationale avec le plan eau DOM
- ◊ Droit à l'eau en France : penser la pluralité des cultures de l'eau à travers le cas de la commune de Saint-Georges, en Guyane française
- ◊ Les conséquences des crises de l'eau auprès des personnes les plus précaires à Mayotte
- ◊ La gestion de l'eau potable à La Réunion: entre paradoxe et complexité
- ◊ Un droit à l'eau abordable : les enjeux de la tarification sociale
- ◊ Droit humain à l'eau abordable et tarification de l'eau: la rencontre entre tarification et justice sociale est-elle possible dans le monde industriel et marchand de l'eau?
- ◊ Face aux enjeux de la tarification sociale : la tarification progressive est-elle la solution?
- ◊ Vers une compensation sociale des tarifs de l'eau et de l'assainissement: objectifs et outils opérationnels pour les collectivités
- ◊ La refonte de la structure tarifaire de la Régie de l'Eau de Bordeaux Métropole : vers une tarification plus juste, sociale et environnementale
- ◊ Mise en place d'une nouvelle tarification écologique et solidaire : quelles leçons en tirer ?
- ◊ Construire une solidarité internationale au service du droit à l'eau avec les citoyens
- ◊ Quelle gouvernance mondiale et quelles mesures essentielles pour améliorer la mise en œuvre du droit à l'eau?
- ◊ Accès au service essentiel de l'eau potable : le rôle des partenariats de coopération décentralisée – Le SIVOM SAGe, un syndicat engagé dans l'amélioration durable des conditions d'accès à l'eau et à l'assainissement à Sandiara

- ◊ Pour un droit à l'eau effectif, pour et avec les populations: l'approche fondée sur les droits humains comme levier de transformation
- ◊ La mise en place d'alliances de la société civile pour un plaidoyer commun sur le droit à l'eau
- ◊ Les crises humanitaires et le droit à l'eau, l'utilisation de l'eau comme arme de guerre

MISE EN ŒUVRE DU DROIT HUMAIN A L'EAU POTABLE

Cet ouvrage rassemble les contributions des intervenants et intervenantes du colloque organisé par l'Agence de l'eau Adour-Garonne, la Coalition Eau et le Partenariat Français pour l'Eau, intitulé *Mise en œuvre du droit humain à l'eau potable : quels enjeux en France et dans le monde ?*, tenu à Toulouse en juillet 2025.

Initié à l'occasion des 15 ans de la résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies du 28 juillet 2010, ce colloque a permis non seulement de dresser un état des lieux du droit humain à l'eau potable en France et dans le monde, mais également de proposer des solutions pour faire avancer ce droit.

Par exemple : reconnaître formellement en France le droit à l'eau au moins dans la loi, ce qui n'est toujours pas le cas ; bien définir la notion de précarité hydrique et ses implications afin de disposer d'un diagnostic exhaustif et fiable des situations existantes et du nombre de personnes qui la subissent ; développer une approche fondée sur les droits humains pour élaborer et appliquer une politique efficace en matière d'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement ; ou bien enfin, mettre en œuvre des mesures pour rendre effectif le droit à l'eau avec des exemples et des pistes d'action apportées au fil des contributions...

OUVRAGE COLLECTIF



DIRECTEUR DE L'OUVRAGE

André VIOLA.
Maître de conférence en droit public
Université Toulouse Capitole
Président du Partenariat Français pour l'Eau